

--	--	--	--	--	--	--	--	--

ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE POUR LE PARTENARIAT
D'INNOVATION DANS LE CADRE DE LA CONSTRUCTION DE QUARTIERS DE
SEMI-LIBERTE**

ACTE D'ENGAGEMENT (AE)

ACTE D'ENGAGEMENT

Numéro d'identification :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

**Pouvoir
Adjudicateur**

Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice (APIJ)
67, avenue de Fontainebleau – 94 270 Le Kremlin Bicêtre

**Objet
de l'accord-
cadre**

Missions de contrôle technique pour le partenariat d'innovation dans le cadre de la construction de quartiers de semi-liberté

Date de notification de l'accord-cadre :
Montant:

Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande et marchés subséquents, sans montant minimum et avec un montant maximum : 142 990€ HT pour la durée totale de l'accord-cadre

Nantissement :

**Passation
de l'accord-
cadre**

Le marché de prestations intellectuelles est conclu selon la procédure adaptée ouverte, en application des articles R. 2123-1 à R. 2123-7 du Code de la commande publique..

Mois m0

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres.
Ce mois est appelé mois zéro : « mois m₀ ».

Représentant du pouvoir adjudicateur :

Monsieur le Directeur Général de l'APIJ, Immeuble OKABE, 67 avenue de Fontainebleau - 94270 Le Kremlin-Bicêtre

Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique :

Monsieur le Secrétaire Général de l'APIJ, Immeuble OKABE 67, avenue de Fontainebleau - 94270 Le Kremlin-Bicêtre

Ordonnateur :

Monsieur le Directeur Général de l'APIJ, Immeuble OKABE, 67 avenue de Fontainebleau - 94270 Le Kremlin-Bicêtre

Comptable assignataire des paiements :

Monsieur l'Agent Comptable de l'APIJ, Immeuble OKABE, 67 avenue de Fontainebleau - 94270 Le Kremlin-Bicêtre

Article 1 : Contractant

Titulaire unique ou mandataire solidaire du groupement conjoint mandataire du groupement solidaire
(rayer les mentions inutiles)

Nom :

Agissant pour le nom et pour le compte de la Société :

en qualité de :

Société au capital de :

Ayant son siège social :

Téléphone :

Immatriculé le à l'INSEE,

N° d'identité d'établissement (SIRET) :

Adresse de l'établissement

Code d'activité économique principale (APE) :

N° d'inscription au registre du Commerce et des Sociétés :

Adresse mail de la personne en charge du suivi administratif (facultatif) :

2^{ème} cotraitant

Nom :

Agissant pour le nom et pour le compte de la Société :

en qualité de :

Société au capital de :

Ayant son siège social :

Téléphone :

Immatriculé le à l'INSEE,

N° d'identité d'établissement (SIRET) :

Code d'activité économique principale (APE) :

N° d'inscription au registre du Commerce et des Sociétés :

Adresse mail de la personne en charge du suivi administratif (facultatif) :

Dûment mandatés à cet effet,

Après avoir pris connaissance des pièces contractuelles telles que définies à l'article 4 du cahier des clauses particulières (CCP),

Et après avoir produit toutes les attestations prévues par le code de la commande publique ;

Affirme (affirmons) sous peine de résiliation du marché, à nos torts exclusifs qu'aucune des personnes physiques ou morales pour lesquelles nous intervenons ne tombe sous le coup des interdictions visées dans le code de la commande publique ;

Déclare (déclarons) sur l'honneur, que les prestations du marché seront réalisées avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L 3241, L3243 et L.1220 du Code du travail ;

M'engage (nous engageons), sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations objet de la mission dans les conditions ci-après définies.

Après avoir fourni les déclarations et attestations prévus par le code de la commande publique,

M'engage (nous engageons), sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations objet de la mission dans les conditions ci-après définies.

Le présent engagement ainsi présenté ne me (nous) lie toutefois que si son acceptation m'(nous) est notifiée dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

Article 2 : Prix et modalités d'exécution de l'accord-cadre

L'accord-cadre s'exécute via l'émission de bons de commandes et l'émission de marchés subséquents.

La conclusion de bons de commande et des marchés subséquents sera conclue par application des prix unitaires fixés au bordereau des prix unitaires (prix fermes pour la partie à bons de commande et prix plafonds pour la partie à marchés subséquent, spécifiquement sur la mission 1.6 relative à l'émission d'avis technique ponctuel, toute phase confondue) joint en **Annexe 1** au présent acte d'engagement et suivant les missions prescrites.

Il n'a pas été fixé de montant minimum.

Le montant maximum est de 142 990 € HT sur la durée totale de l'accord-cadre.

Les modalités de variation de prix sont fixées à l'article 11.2 du C.C.A.P.

(En cas de groupement d'opérateurs économiques.)

Pour l'exécution du marché public, le groupement d'opérateurs économiques est :

(Cocher la case correspondante.)

☐ conjoint OU ☐ solidaire

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire :

☐ Non OU ☐ Oui

(Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.)

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

Article 3 : Sous-traitance envisagée à la passation de l'accord-cadre

La demande d'acceptation d'un sous-traitant, élaborée conformément au modèle d'acte spécial joint en annexe 1 de l'acte d'engagement, indique la nature et le montant des prestations que j'envisage (nous envisageons) de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, le nom de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance, et le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification de l'accord-cadre. Cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant des prestations que le titulaire envisage de sous-traiter conformément à ces annexes est récapitulé dans le tableau ci-après.

Les annexes « déclaration de sous-traitance » n°.... à n°....., élaborées conformément au modèle acte spécial joint en annexe 2 indiquent la nature et le montant des prestations que j'envisage (nous envisageons) de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, le nom de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance, le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter au nantissement.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification de l'accord-cadre. Cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant des prestations que le titulaire envisage de sous-traiter conformément à ces annexes est récapitulé dans le tableau ci-après.

NATURE DE LA PRESTATION SOUS-TRAITEE	MONTANT TVA INCLUSE DE LA PRESTATION SOUS-TRAITEE (€ TTC)	NOM DU SOUS-TRAITANT
TOTAL		

Montant total en lettres des prestations sous-traitées (TTC) :

.....

La sous-traitance pourra être déclarée en cours d'exécution de l'accord-cadre, d'un bon de commande ou d'un marché subséquent.

En cas de sous-traitance déclarée en cours d'exécution de l'accord-cadre, l'acte spécial de sous-traitance, ou tout acte spécial modificatif, pourra être notifié par mail avec accusé réception.

Article 4 : Nantissement ou cession de créance (par bon de commande ou par marché subséquent)

Le montant maximal de la créance que je pourrai (nous pourrons) céder ou présenter en nantissement, est ainsi, TVA incluse, de (en toutes lettres) :

.....
.....

Conformément à l'article R.2193-1 du code de la commande publique, toute notification de cession ou de nantissement relative au présent accord cadre sera faite auprès de l'Agent Comptable de l'agence publique pour l'immobilier de la justice.

Article 5 : Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est de 12 mois à compter de sa notification.

Cet accord-cadre pourra être reconduit tacitement 3 fois à la date anniversaire de sa notification, pour une nouvelle période de 12 mois sans que sa durée totale n'excède 48 mois (4 ans).

En cas de non-reconduction du marché, le pouvoir adjudicateur informera le titulaire en lettre recommandée avec accusé réception de sa décision dans un délai de 1 mois avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

En cas de reconduction, le titulaire ne peut refuser celle-ci.

Des bons de commande pourront être émis pendant toute la période de validité de l'accord-cadre.

Plusieurs bons de commande et ou marchés subséquents pourront être émis en même temps et pour une même période d'exécution, sans que le titulaire de l'accord-cadre ne puisse solliciter une rémunération complémentaire à ce titre.

Article 6 : Délais d'exécution des prestations

Les délais de réalisation pour chaque phase ou mission sont définis à **l'article 9 du cahier des clauses particulières**.

Les délais d'exécution des prestations seront rappelés dans les bons de commande et marchés subséquents.

Il est précisé que le déroulement des différentes missions figurant à l'article 2 du CCP n'est pas nécessairement séquentiel. Certaines missions pourront être commandées simultanément par le pouvoir adjudicateur. Dans ce cas les délais ne sont pas cumulables.

Article 7 : Règlement des comptes

Les modalités de règlement des comptes de l'accord-cadre sont spécifiées à l'article 12 du CCP.

En cas de compte unique Coordonnées bancaires du titulaire ou du groupement

Chaque pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte suivant :

COLLER LE RIB

En cas de paiement sur des comptes distincts

COLLER LES RIB

Modification des coordonnées bancaires

En cas de modification des coordonnées bancaires en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit impérativement, dans les plus brefs délais, notifier ce changement par courrier à l'attention de l'agence comptable de l'APIJ et fournir le RIB correspondant.

Article 8 : Avance

Le titulaire est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003.

☐ Oui

☐ Non

JE (NOUS) REFUSE (REFUSONS) de percevoir l'avance prévue à l'article **12.3 du** CCAP.

J' (NOUS) ACCEPTE (ACCEPTONS) de percevoir l'avance prévue à l'article **12.3 du** CCAP.

(rayer la mention inutile).

Le taux de l'avance est porté à 10% pour une micro, une petite ou une moyenne entreprise.

Fait en un seul original _____ à _____ , le

Mention manuscrite " Lu et Approuvé "

Signature du titulaire ou, en cas de groupement, des cotraitants

Acceptation de l'offre

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement

L'autorité responsable de l'accord-cadre, au nom et pour le compte des membres du groupement de commandes

Au Kremlin-Bicêtre, le

<p style="text-align: center;">Date d'effet de l'accord-cadre</p> <p>Reçue notification de l'accord-cadre, le</p> <p>- reçue en main propre (joindre le bordereau de remise de l'AE)</p> <p>- reçue par voie postale ou par voie dématérialisée (joindre l'accusé de réception)</p>
--

ACTE D'ENGAGEMENT - ANNEXE 2

Personnes physiques responsables par élément de mission au sens du CCTG – contrôle technique (document indicatif)

Élément de mission Au sens du CCTG applicable aux marchés de contrôle technique (décret n° 99 – 443 du 28 mai 1999)	Personne physique responsable	
	Phase étude	Phase réalisation
L/LE		
S/SEI		
P1		
PS		
F		
PH		
TH		
AV		
GTB		
ENV		
HYS		
PV		
HAND		
CABL		
VIEL		
VAMST		
ASC		

Annexe 3 à l'acte d'engagement
Bordereau de prix unitaires (BPU)

